

Japan Analysis

la lettre du Japon

20 Octobre 2010

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Le boomerang de Hatoyama Yukio : comment le retour à enoko, dans le plan de transfert de la base de Futenma, a compromis la capacité de gouverner de Kan Naoto

– Kawato Yuko, titulaire d'un doctorat de l'université de Washington

2. Le cinquantième anniversaire du traité de sécurité nippo-américain

– Gavan McCormack, professeur honoraire à l'université nationale d'Australie

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

« Okada Katsuo parle des négociations nippo-américaines sur Futenma » [Futenma nichibeï kôshô no saizensen wo kataru Okada Katsuo], interview de Tahara Sôichirô, *Chûô Kôron*, juillet 2010, p. 91-97. (Traduction de Guibourg Delamotte).

Kitaoka Shin'ichi, « Quel est le potentiel du Minshutô de Kan ? » [Kan minshutô no kanôsei wa doko ni aru no ka], *Chûô Kôron*, septembre 2010, p. 102-109. (Traduction de Guibourg Delamotte).

Mikuriya Takashi, « Déboussolée, la scène politique finira sans personne d'apte à gouverner » [Kaizu naki nihon seiji, soshite daremo inakunaru], *Chûô Kôron*, septembre 2010, p. 110-117. (Traduction de Guibourg Delamotte).

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Le boomerang de Hatoyama Yukio : comment le retour à Henoko, dans le plan de transfert de la base de Futenma, a compromis la capacité de gouverner de Kan Naoto

- Kawato Yuko, titulaire d'un doctorat de l'université de Washington (texte traduit de l'anglais).

Pendant qu'il faisait campagne pour le Parti démocrate du Japon (PDJ), à l'occasion des élections à la Chambre basse d'août 2009, Hatoyama Yukio a reproché au Parti libéral-démocrate (PLD) de n'avoir pas progressé dans la mise en œuvre du projet de fermeture de la base aérienne de Futenma, à Okinawa. Alors qu'elle devait être fermée en 2003, la base a été maintenue parce que l'obligation d'aménager un nouveau site à Henoko, dans le nord de l'île, n'avait pas été remplie. Tout à la fois désireux de s'attirer les suffrages des habitants d'Okinawa, opposés à toute réinstallation de la base dans la préfecture, et d'établir avec les États-Unis une alliance qui, à long terme, ne comporterait pas de déploiement de troupes en temps de paix (*jyōji*

chūryū naki anzen hoshō), M. Hatoyama s'est engagé à transférer la base de Futenma « si possible hors du Japon, et à tout le moins hors d'Okinawa ».

Après sa victoire électorale, le gouvernement Hatoyama a étudié la possibilité d'utiliser d'autres sites : mais, tel un effet de boomerang, le site d'Henoko figure de nouveau dans le plan de transfert. Dans les lignes qui suivent, j'explique que si M. Hatoyama n'a pu tenir son engagement, c'est qu'il n'a pu relever les trois défis qu'il posait implicitement à son leadership. Les États-Unis se sont en outre opposés à changer le site de relocalisation. Kan Naoto a hérité la question de Futenma, mais l'opposition à la réinstallation de la base à Okinawa s'est amplifiée sous le gouvernement de M. Hatoyama et le plan de transfert à Henoko est devenu plus difficile à mettre en place.

Premier test de leadership : négocier une politique de bases dans le cadre d'un dialogue stratégique

La politique japonaise relative aux bases change souvent quand le Japon et les États-Unis cherchent à élaborer une vision stratégique commune et à renforcer l'efficacité de leur alliance de sécurité. Les alliés revoient leur politique pour atteindre de nouveaux objectifs stratégiques et gagner le soutien de l'opinion publique à la nouvelle alliance en gestation. Alors que le succès des négociations sur cette politique passe par un dialogue stratégique, M. Hatoyama a soulevé la question du transfert de Futenma avant d'entamer ce dialogue avec Washington. Il était extrêmement important pour lui de présenter aux États-Unis et au peuple japonais les problèmes régionaux et mondiaux qu'il percevait comme constituant des menaces pour les intérêts nippons, la manière dont l'alliance pourrait les résoudre et les améliorations qu'il fallait lui apporter à cette fin. Le programme électoral du PDJ comportait la promesse de placer le Japon « sur un pied d'égalité » avec les États-Unis dans le cadre de l'alliance existant entre les deux pays, en définissant une stratégie de politique extérieure « indépendante ». Les États-Unis et le peuple japonais souhaitaient savoir à quoi ressembleraient cette alliance et cette stratégie. Un article publié par M. Hatoyama à la veille des élections avait fait craindre aux Américains que le Japon ne prenne ses distances par rapport aux États-Unis pour se rapprocher de la Chine¹. Avant de mettre des questions sécuritaires sur la table des négociations, M. Hatoyama devait rassurer Washington sur l'importance que l'alliance sino-américaine revêtait, à ses yeux, pour la sécurité du Japon.

Cette année marque le cinquantième anniversaire de la signature du traité de sécurité nippo-américain, mais M. Hatoyama n'a pas su profiter de cette occasion en or pour négocier un allègement de la charge d'Okinawa dans le cadre de pourparlers plus généraux sur les

¹ Hatoyama Yukio, « A New Path for Japan », *The New York Times*, 26 août 2009.

améliorations à apporter à l'alliance. Comme le Premier ministre a abordé la question de Futenma trop tôt et l'a présentée comme étant un problème majeur, les deux gouvernements sont convenus de la « régler » avant d'entamer des discussions sur ces améliorations. M. Hatoyama a ainsi perdu l'occasion d'obtenir l'adoption de mesures pour résoudre certains problèmes posés par les bases d'Okinawa, ainsi que des concessions américaines en contrepartie du consentement du Japon à assumer des responsabilités accrues au sein de l'alliance.

Une autre erreur de M. Hatoyama a été de se concentrer uniquement sur le transfert de la base de Futenma et de ne pas envisager, jusqu'à la fin des négociations, d'autres moyens de faire face au mécontentement des habitants d'Okinawa. Dès lors, l'accord confirmant le choix de Henoko comme site de relocalisation n'a pas prévu d'améliorations précises pour les problèmes liés aux bases, se bornant à exprimer le consentement des alliés à discuter de certaines mesures dans l'avenir. En somme, en soulevant indépendamment la délicate question de la réinstallation au lieu de négocier une série de problèmes relatifs à la politique des bases dans le cadre d'un discours stratégique plus large, le Premier ministre n'a pas obtenu de progrès dans l'allègement de la charge d'Okinawa – sans parler du transfert de la base de Futenma hors de la préfecture.

Deuxième test de leadership : gagner le soutien des collectivités locales

M. Hatoyama n'a pas non plus réussi à trouver des collectivités locales prêtes à accueillir, intégralement ou en partie, les installations, les troupes, le matériel et les fonctions de la base de Futenma. Deux raisons expliquent cet échec. Tout d'abord, il n'a pas imposé un contrôle des informations suffisant parmi les hauts fonctionnaires, si bien que les médias ont divulgué les noms des divers sites de

relocalisation envisagés. Les communes citées comme étant des sites possibles ont organisé des mouvements de protestation préventifs, ce qui a limité les options du Premier ministre et réduit sa capacité à mener la *nemawashi*, autrement dit le processus de coordination préalable avec les élus locaux qui aurait permis d'obtenir que ceux-ci soutiennent le plan gouvernemental.

Plus grave, M. Hatoyama et les hauts fonctionnaires en charge du dossier ont omis d'expliquer pourquoi les fonctions et le matériel qu'ils souhaitaient retirer de Futenma devaient demeurer sur le sol japonais et dans les localités précises où ils envisageaient de les transférer. Les élus locaux concernés ont demandé pourquoi leurs communes devaient supporter le fardeau de la sécurité japonaise. M. Hatoyama a répondu qu'il souhaitait transférer les fonctions de la base de Futenma en dehors d'Okinawa pour répartir la charge de l'alliance plus équitablement ; mais les collectivités locales ont jugé cette justification nettement insuffisante. En outre, elles savaient, étant donné ce qui se passait à Okinawa et dans les autres localités japonaises abritant des bases, que des problèmes continuaient à se poser en dépit de leurs appels répétés à des changements. Si le responsable de cette situation est le gouvernement libéral-démocrate, M. Hatoyama a lui-même contribué à se priver du soutien des collectivités locales en omettant de se pencher sur les problèmes liés aux bases avant de soulever la question du transfert.

Troisième test de leadership : travailler en collaboration avec les fonctionnaires

M. Hatoyama n'a pas réussi à rallier les ministères des Affaires étrangères et de la Défense à son projet de déplacement de la base de Futenma hors d'Okinawa. De 1995 à 2006, ces ministères avaient mené des négociations avec les États-Unis pour

parvenir à l'accord sur le transfert de cette base à Henoko. Depuis, ils œuvraient à la mise en application de ce texte. Ils ont donc opposé une forte résistance à la décision de M. Hatoyama de chercher d'autres sites de relocalisation².

Par ailleurs, M. Hatoyama a soulevé la question du transfert juste après les élections de 2009, à l'occasion desquelles les politiciens du PDJ avaient promis de reprendre aux fonctionnaires le pouvoir d'élaboration des politiques. Pour piloter la politique relative aux bases militaires, en particulier lorsque des politiciens veulent défaire ce que des fonctionnaires ont fait, il faut avoir une vision stratégique claire de l'alliance, une connaissance de l'histoire des négociations bilatérales et une maîtrise parfaite de problèmes très techniques relatifs aux bases. M. Hatoyama et ses collaborateurs ne présentaient pas toutes les conditions requises pour se passer de la coopération des fonctionnaires. Après avoir quitté son poste, M. Hatoyama a concédé qu'il aurait dû s'en remettre davantage aux compétences de ces derniers³. Même avec leur coopération, le transfert de la base de Futenma en dehors d'Okinawa aurait certainement été difficile en raison de la résistance américaine, mais l'incapacité de M. Hatoyama à prendre le pas sur les fonctionnaires a indéniablement entravé son action.

Pourquoi les États-Unis ont été intraitables

Les États-Unis sont restés inflexibles sur le transfert de la base de Futenma à Henoko.

2 « Motto shidōryoku areba : Hatoyama zen shushō, futenma mondai de hansei no ben » [Si j'avais une plus grande capacité de gouverner : réflexions de l'ancien Premier ministre Hatoyama sur la question de Futenma], *Asahi shimbun*, 12 juin 2010.

3 « Nichibeī dōmei, Fukushima-shi himen nado : Hatoyama shushō kishakaiken no yōshi » [Déclaration commune nippo-américaine et exclusion de Fukushima Mizuho : résumé de la conférence de presse du Premier ministre Hatoyama], *Asahi shimbun*, 28 mai 2010.

Le choix d'un autre site aurait nécessité d'obtenir le consentement de la population locale, de dessiner de nouveaux plans de construction et de procéder à une nouvelle étude de l'impact sur l'environnement. Les autorités américaines ont fait valoir que renouveler ces opérations sur un autre site retarderait énormément la fermeture de la base de Futenma et le transfert de 8 000 marines à Guam. Alors que M. Hatoyama étudiait la possibilité d'utiliser d'autres sites, les autorités américaines ont déclaré qu'elles ne prendraient en considération ni les propositions qui avaient déjà été rejetées dans le passé ni les nouvelles propositions qui ne bénéficiaient pas du soutien de la population locale. De ce fait, le Premier ministre a eu beaucoup de mal à proposer de nouveaux sites, car la plupart de ceux suggérés par sa coalition avaient été rejetés lors des négociations du gouvernement libéral-démocrate avec Washington et Okinawa. Les mouvements de protestation locaux ont également montré qu'il n'y avait pas de sites prêts à accueillir la base.

Jusqu'alors, les États-Unis avaient réagi à ces mouvements en modifiant leur politique concernant leurs bases, afin de réduire la vulnérabilité politique et militaire engendrée par les protestations. Mais les dernières manifestations organisées à Okinawa et dans d'autres préfectures n'ont pas mis les États-Unis dans une position de vulnérabilité. La plupart étant guidées par des comportements de type NIMBY (*not in my backyard* – « pas de ça chez moi »), Washington pouvait continuer à soutenir que les manifestations concernant les sites d'implantation des bases militaires américaines étaient un problème intérieur incombant au gouvernement japonais car, en vertu du traité de sécurité, le Japon est tenu de fournir des bases aux États-Unis. Les autorités américaines n'étaient pas motivées, tant politiquement que militairement, à revoir le plan de Henoko.

L'héritage de la question de Futenma : des difficultés pour M. Kan

M. Kan a, semble-t-il, déclaré en 2005 que la base de Futenma devait être transférée hors d'Okinawa ou même hors du Japon ; mais sous le gouvernement de M. Hatoyama, il ne s'est pas exprimé en public sur le sujet. Après avoir succédé à M. Hatoyama, il a accepté l'accord nippo-américain de transfert à Henoko. Cependant, l'opposition des habitants d'Okinawa à ce plan s'est renforcée durant le mandat de M. Hatoyama, ce qui a rendu sa mise en application plus difficile.

Le plan de transfert de la base de Futenma à Henoko n'a jamais été bien accueilli. En 1997, une enquête du quotidien *Okinawa Times* montrait que 55 % des personnes interrogées à Okinawa y étaient hostiles, contre 22 % qui l'approuvaient. La démarche adoptée par M. Hatoyama a renforcé cette opposition. À l'issue d'une enquête menée conjointement par les quotidiens *Ryūkyū shimpō* et *Mainichi shimbun* du 28 au 30 mai 2010, il est apparu que le taux d'opposition atteignait 84 %, soit une augmentation de 17 % depuis l'enquête précédente, réalisée en octobre et novembre 2009⁴. Par ailleurs, quelque 90 000 personnes ont participé au rassemblement des citoyens de la préfecture organisé le 25 avril 2010 pour réclamer le transfert de la base hors d'Okinawa. L'opposition au plan de Henoko ne donne aucun signe d'affaiblissement. Les récentes révélations au sujet de la trajectoire de vol des appareils américains à Henoko, qui serait plus proche des zones civiles que ne l'avait assuré le gouvernement japonais, et du projet de l'armée américaine d'introduire des hélicoptères Osprey à Okinawa, en dépit des craintes de la population pour sa sécurité,

4 « Henoko hantai 84 % : Ryūkyū Shimpō-Mainichi Shimbun kenmin yoron chōsa » [84 % d'opposants à Henoko : sondage d'opinion effectué à Okinawa par le *Ryūkyū shimpō* et le *Mainichi shimbun*], *Ryūkyū shimpō*, 31 mai 2010.

a ravivé l'opposition de nombre d'habitants et entamé le soutien de ceux qui, jusque-là, approuvaient le plan.

Sous le gouvernement de M. Hatoyama, l'opposition au transfert de la base sur un autre site de la préfecture s'est étendue à tous les échelons de l'administration d'Okinawa. La branche locale du PLD et des organisations patronales conservatrices qui soutenaient le plan Henoko ont changé de position sous l'influence de l'opinion publique. Le 24 février 2010, l'assemblée préfectorale d'Okinawa a adopté à l'unanimité une résolution encourageant l'opposition au déplacement de la base de Futenma dans la préfecture et réclamant son transfert dans une autre préfecture ou à l'étranger. Les branches locales de tous les partis politiques ont participé au rassemblement du mois d'avril. Au mois de mai, après la décision de M. Hatoyama d'appliquer l'accord de Henoko, l'assemblée préfectorale a adopté une autre résolution contre ce texte. L'Association des maires d'Okinawa a elle aussi voté à l'unanimité une résolution appelant à une prompte restitution de Futenma aux autorités japonaises, sans relocalisation de la base dans la préfecture. Les 41 maires de villes et de villages d'Okinawa ont déclaré à *'Okinawa Times* qu'ils étaient opposés au déplacement de la base dans la préfecture⁵.

En janvier 2010, l'élection de Susumu Inamine à la mairie de Nago, commune dont dépend la localité de Henoko, a également eu des implications importantes. M. Susumu, qui s'était déclaré hostile au plan de Henoko, a battu son adversaire, qui approuvait ce texte. Son élection, qui s'est conjuguée avec la résolution de l'assemblée départementale,

5 « Zen-in ga kennai hantai : Futenma isetsu 41 shichōsonchō ni chōsa » [Tous contre la relocalisation dans la préfecture : une enquête sur l'opinion de 41 maires à propos du déplacement de la base de Futenma], *Okinawa Times*, 11 avril 2010.

a incité le gouverneur d'Okinawa, Nakaima Hirokazu, à revenir sur son adhésion au plan de Henoko. M. Nakaima a participé au rassemblement des citoyens de la préfecture et déclaré ultérieurement que le transfert à Henoko était « quasiment impossible », compte tenu de l'opinion de la population d'Okinawa. Il devrait tenir le même discours lors de sa campagne pour sa réélection, en novembre 2010, face au maire de Ginowan – la ville où est installée la base aérienne de Futenma –, lui-même adversaire déclaré d'une relocalisation dans la préfecture. On peut donc supposer que le gouvernement japonais aura beaucoup de mal à obtenir l'autorisation du gouverneur pour construire les pistes de Henoko, opération qui nécessite des travaux de remblai dans la baie. D'autant qu'à l'issue de l'élection du conseil municipal de Nago, qui s'est tenue le 12 septembre 2010, les partisans du plan de Henoko ont perdu la majorité au sein du conseil.

Compte tenu de cette forte opposition au plan de Henoko, M. Kan va rencontrer d'énormes difficultés pour le mettre en place. De l'avis de nombreux observateurs, il risque d'échouer si l'opposition ne faiblit pas. Que doit faire le Premier ministre dans un tel contexte ? Tout d'abord, il doit se souvenir que le succès des négociations sur la politique des bases – aussi bien avec les collectivités locales qu'avec les États-Unis – passe par un dialogue stratégique. Ensuite, il doit énoncer publiquement les principaux problèmes régionaux et mondiaux qui menacent, selon lui, les intérêts japonais, et les changements à apporter à l'alliance nippo-américaine pour régler ces problèmes de manière plus efficace. Puis il doit lancer des négociations stratégiques globales avec les États-Unis en vue d'améliorer l'alliance. Dans le cadre de ce dialogue, les deux gouvernements doivent prendre des mesures concrètes pour résoudre les problèmes posés par les bases implantées à Okinawa et dans le reste du

pays. Il est tout particulièrement important de garantir la sécurité publique autour de la base aérienne de Futenma, toujours en service. Les deux gouvernements doivent faire le nécessaire pour prévenir tout accident risquant de causer la mort de civils. De tels accidents ne seraient pas seulement tragiques, mais ils compromettraient gravement l'alliance⁶. Par ailleurs, les gouverneurs des préfectures où sont installées des bases ont réclamé une révision de certains articles de l'accord sur le statut des forces (SOFA)⁷. Les deux gouvernements doivent étudier leur demande et négocier une révision de l'accord SOFA ou une amélioration administrative des articles visés. Tout au long de ce processus, M. Kan devra faire appel aux compétences des fonctionnaires et défendre les intérêts des localités abritant des bases militaires.

6 Ogawa Kazuhisa propose notamment une série de mesures pour éradiquer la menace à la sécurité publique représentée par la base de Futenma. Voir son article « Futenma mondai wa kôyatte kaiketsu surushika nai » [L'unique manière de régler le problème de Futenma], *Chûô Kôron*, mai 2010, p. 122-129.

7 Voir, par exemple, la proposition de révision présentée par le département des bases militaires de la préfecture d'Okinawa, <http://www3.pref.okinawa.jp/site/view/contview.jsp?cateid=14&id=1119&page=1> (accessible en japonais à partir du 25 août 2010).

2. Le cinquantième anniversaire du traité de sécurité nippo-américain⁸

- Gavan McCormack, professeur honoraire à l'université nationale d'Australie (texte traduit de l'anglais).

Dans un pays comme le Japon, l'ultranationalisme a si longtemps posé problème, aujourd'hui, ce nationalisme est d'une faiblesse déconcertante. Soixante-cinq ans après la fin de la guerre, l'archipel est toujours dépendant de son ancien vainqueur. Le gouvernement et les leaders d'opinion veulent que le Japon demeure sous occupation et font tout pour éviter d'offenser l'occupant. Les forces américaines continuent à occuper les territoires dont elles se sont emparées par la force, notamment à Okinawa, et le gouvernement japonais les rétribue généreusement pour qu'elles y restent. En outre, en dépit d'une série de révélations sur la dissimulation et les mensonges qui ont entouré le traité de sécurité nippo-américain, aucune voix ne s'est élevée pour réclamer une enquête publique. Au lieu de cela, on n'entend parler de toutes parts que de la nécessité d'« approfondir » la relation. Les États-Unis insistent en particulier pour que la base aérienne des marines de Futenma soit remplacée par un nouveau complexe militaire à Henoko, et les experts de tout le pays acquiescent.

La dépendance choisie constitue ce que j'appelle la doctrine de l'État-client (属国主義, *zokkoku shugi*)⁹. Ce n'est pas un phénomène particulier au Japon, et il n'est pas forcément irrationnel. Le fait d'obtenir et de conserver la faveur des puissants est souvent considéré par les plus faibles comme le meilleur moyen de garantir leur propre sécurité.

8 Une version abrégée de cet article a été publiée dans *Shukan kinyôbi* en janvier 2010.

9 *Zokkoku – Amerika no hōyō to Ajia no Koritsu* [Un État-client : l'étreinte américaine et l'isolement asiatique], Gaifûsha, 2008.

Pendant la Guerre froide, la dépendance et la subordination ont été source de profits considérables, en particulier économiques, et l'alliance était soumise à certaines contraintes, dues principalement aux particularités de la Constitution imposée par les Américains.

Mais ce temps est révolu et, au lieu de desserrer l'« alliance » une fois l'« ennemi » disparu, les États-Unis ont, au contraire, décidé de la resserrer. Ils ont voulu que les Forces d'autodéfense (FAD) japonaises cessent de se comporter en « boy scouts », comme Donald Rumsfeld les a dédaigneusement qualifiés un jour, et qu'elles deviennent une armée « normale », capable de combattre aux côtés et, le cas échéant, à la place des forces américaines et selon les instructions des États-Unis, dans la guerre contre le terrorisme. Washington a également voulu que les forces japonaises soient placées sous le commandement américain et que le Japon consente aux États-Unis un plus grand accès à ses capitaux, à ses marchés et à ses technologies. Le statut d'État-client impliquait un fardeau plus lourd et des coûts beaucoup plus élevés que durant la Guerre froide, mais les avantages, pour le Japon, étaient bien moindres.

Dès que l'équipe de Hatoyama Yukio s'est montrée prête à prendre les rênes du gouvernement et a commencé à parler d'« égalité » et de renégocier l'alliance, Washington l'a abreuvée d'un flux ininterrompu de conseils, desiderata et intimidations pour la ramener sur la voie de l'asservissement traditionnel (celle du Parti libéral-démocrate [PLD]). Les « experts » et « conseillers » du Japon qui, du temps du PLD, recommandaient à l'archipel de « faire acte de présence », d'envoyer des troupes en Irak et d'expédier les Forces maritimes d'autodéfense dans l'océan Indien, le pressent aujourd'hui d'obéir, d'appliquer le traité de Guam et de construire la base de Henoko.

Pourtant, on relève, au Japon, peu de signes témoignant d'une indignation. Un grand nombre de Japonais font au contraire chorus aux demandes américaines et invitent M. Hatoyama et son gouvernement à faire preuve de « réalisme ». Un observateur bien placé, Terashima Jitsurō, notait récemment dans *Sekai* (numéro de février 2010) l'« odeur nauséabonde » dégagée, autour de Washington et de Tokyo, par les activités des Américains « spécialistes du Japon » et « pro-Japonais » d'une part, et la servilité des Japonais « spécialistes des États-Unis » et pro-Américains d'autre part, les uns et les autres « vivant » de la relation inégale qu'ils avaient contribué à établir et qu'ils soutenaient¹⁰.

A l'occasion du cinquantième anniversaire du traité de sécurité dans sa version actuelle, il devrait être possible de réfléchir à l'alliance, à l'opportunité de la maintenir inchangée ou, au contraire, de la remettre à plat et, le cas échéant, de la réviser, voire de l'abroger ; mais cette réflexion est bloquée par des manœuvres destinées à dissimuler des actions passées, des pressions unilatérales pour réviser le traité dans un certain sens et de grands discours politiques. En cette année de « jubilé d'or », il est difficile d'imaginer une relation bilatérale plus inégale, déformée et mal comprise entre deux États modernes.

Bien que M. Hatoyama veuille placer cette relation sur un pied d'égalité, les États-Unis n'admettent pas la possibilité de traiter à égalité avec quelque État que ce soit. La « proximité » et la « fiabilité » d'un allié donnent simplement

10 Terashima Jitsurō, « Nōriki no ressuru 94 (Tokubetsu hen), Jōshiki ni kaeru ishi to kōsō – Nichibeī dōmei no saikōchiku ni mukete » [Les leçons de 1994 (numéro spécial) : Vers une reconstruction de l'alliance nippo-américaine – Une modification judicieuse de son dessein et de sa structure], *Sekai*, février 2010, p. 118-125. L'auteur désigne les intellectuels japonais sous le nom de *do-gan* (litt. « visage d'esclave », inspiré d'une nouvelle satirique de l'écrivain chinois Lu Xun datant du début du XX^e siècle).

la mesure de sa servilité. Quand l'équipe de M. Hatoyama a commencé à parler d'égalité et de la création d'une Communauté Asie-Pacifique, Joseph Nye a lancé une série de mises en garde, en précisant, en décembre 2008, les actes que le Congrès serait enclin à juger « anti-américains », à commencer par toute tentative de réviser les accords de redéploiement des forces américaines au Japon (*Beigun saihen*), y compris le plan de transfert de la base de Futenma.

Les gouvernements japonais n'ont essayé qu'à deux reprises de réfléchir à une autre voie possible que celle de la dépendance ancrée dans les traités de 1951 (San Francisco) et de 1960 (traité de coopération mutuelle et de sécurité), qui constituent le cadre juridique des relations bilatérales depuis la fin de l'occupation. Dans les années 1990, la commission Higuchi a recommandé au Premier ministre Hosokawa Morihiro que le Japon revoie sa politique extérieure, basée sur la dépendance et orientée exclusivement vers les États-Unis, pour la rendre plus multilatérale, autonome et tournée vers les Nations unies¹¹. Mais une commission gouvernementale américaine dirigée par Joseph Nye a conseillé au président Bill Clinton la démarche pratiquement opposée : dans la mesure où la paix et la sécurité de l'Asie de l'Est étaient assurées en grande partie par l'« oxygène » fourni par le stationnement de forces américaines dans la région, les accords de défense et de sécurité en vigueur devaient rester inchangés, la présence militaire américaine en Asie de l'Est (Japon et Corée) devait être maintenue à 100 000 hommes, et les alliés devaient être encouragés à accroître leur contribution pour financer leur maintien.

11 Bōei mondai kondankai, « Nihon no anzen hoshō to bōeiryoku no arikata – 21 seiki e mukete no tenbō » (connu sous l'appellation de « Rapport Higuchi », d'après le nom du président de la commission qui l'a établi, Higuchi Kōtarō), présenté au Premier ministre Murayama Tomiichi en août 1994.

Le rapport Higuchi a été aussitôt oublié et les prescriptions de Joseph Nye appliquées. Il a fallu attendre 2009 pour que la pertinence des recommandations de ce dernier soit remise en cause.

A partir de 1995, Joseph Nye et ses collègues, en particulier Richard Armitage, ont établi un ensemble de recommandations détaillées sur la politique à suivre vis-à-vis du Japon dans le cadre de l'après-Guerre froide. Paradoxalement – et c'est un autre reflet du phénomène d'État-client –, ils ont été respectés, voire vénéérés, en tant que « pro-Japonais » ou « amis du Japon ». En 2000, le rapport Armitage-Nye a préconisé de transformer la relation nippo-américaine en une alliance « adulte » en renforçant la subordination militaire du Japon et en rassemblant ses forces sous le commandement américain, de supprimer les obstacles au service actif des FAD dans des missions de « sécurité collective », et de prendre les mesures nécessaires pour réviser la Constitution. En 2007, un nouveau rapport des deux mêmes auteurs a recommandé de renforcer l'État japonais, de réviser la Constitution (qui ne l'avait toujours pas été), de voter une loi permanente pour autoriser l'envoi de forces japonaises à l'étranger et d'accroître les dépenses militaires¹². Pour réaliser ces objectifs, deux instruments très détaillés ont été mis en vigueur : les accords sur le redéploiement des forces américaines au Japon (*Beigun saihen*, 2005-2006) et le traité de Guam (2009). Le projet de transfert de la base de Futenma à Henoko constituait un chapitre primordial de ce programme.

Depuis la date de leur conclusion, il y a cinquante ans, les accords de sécurité ont été inégaux et entachés de dissimulation et de mensonges. Le traité de 1960, adopté

12 Richard L. Armitage et Joseph S. Nye, « The U.S.–Japan Alliance : Getting Asia Right through 2020 », Washington, CSIS, février 2007.

par la Diète en pleine nuit et en l'absence de l'opposition, a confirmé la division de 1951 entre un « État pacifique » démilitarisé sur les îles principales du Japon et un « État guerrier » contrôlé par les Américains à Okinawa. Cette division a perduré même quand, des années plus tard, l'archipel d'Okinawa a été officiellement replacé sous administration japonaise, dans le cadre d'un accord qui est, lui aussi, un modèle d'hypocrisie. Tout d'abord, le « retour » d'Okinawa n'a pas été une « restitution » mais une « acquisition », la somme acquittée par le Japon auprès des États-Unis – pour récupérer des territoires que ces derniers avaient conservés – ayant été supérieure à la somme remise sept ans plus tôt à la Corée du Sud en réparation de quarante années de colonisation. Ensuite, bien que l'accord ait été fondé sur le principe *kaku nuki hondo-nami* (pas d'armes nucléaires, comme dans les îles principales), la réalité a été tout autre. La fonction d'« État-guerrier » a toujours prévalu, les bases sont restées intactes et les États-Unis ont reçu l'assurance, dans le cadre d'accords secrets, que leur privilège nucléaire ne serait pas entamé. Bien que l'administration de l'archipel d'Okinawa relève officiellement de la Constitution japonaise, la priorité y est donnée à l'autorité militaire depuis 50 ans et il n'est pas sans ironie qu'en ce sens, il rivalise avec la Corée du Nord comme « État *songun*» (先軍).

Les gouvernements américain et japonais préfèrent mener une diplomatie secrète plutôt que soumise à un droit de regard. Par simple décision administrative, Tokyo a instauré un système de subvention des guerres américaines connu sous le nom de budget « de sympathie » (*omoiyari*) et a élargi la portée du traité de sécurité du Japon et de l'« Extrême-Orient » pour en faire un accord global sur la lutte contre le terrorisme (Article 6). L'État-client qu'est le Japon rétribue généreusement les États-Unis pour poursuivre, et non restreindre, son occupation.

Dans les îles principales de l'archipel, la résistance politique et intellectuelle au programme d'État-client élaboré par Joseph Nye s'est délitée avec le retour du PLD au pouvoir en 1995, et les valeurs de nationalisme, de démocratie et de constitutionnalité ont été reléguées au second plan au profit de la cause « supérieure » de l'alliance. Mais à Okinawa, la démocratie civile a gagné du terrain et le programme d'État-client a souffert d'un manque de légitimité. C'est pourquoi, pendant quatorze ans – sous les mandats de huit Premiers ministres et de seize ministres de la Défense –, l'accord bilatéral de 1996 visant à transférer la base de Futenma à Henoko n'a pas progressé. Son application est restée bloquée en raison de la résistance acharnée, inflexible et généralisée, des habitants d'Okinawa.

En 2005, la société civile d'Okinawa a remporté une victoire inattendue sur le gouvernement de Koizumi Junichirō et ses appuis américains en contraignant les autorités japonaises à abandonner le plan concernant Henoko. Ce fut un événement marquant dans l'histoire du mouvement militant en faveur de la démocratie et de la non-violence. Mais le gouvernement est revenu à la charge en 2006. Avec ses deux pistes et son équipement de haute technologie, la base aérienne, terrestre et maritime de Henoko, qui permet d'envoyer des forces dans toute la région Asie-Pacifique, était bien plus grande et multifonctionnelle que la base de Futenma, obsolète, peu pratique et dangereuse et que l'héliport flottant qui l'avait précédée.

Bien que généralement présentée – sous prétexte que c'était une caractéristique de l'« alliance » – comme un « retrait » visant à réduire le fardeau de la présence militaire américaine à Okinawa, l'accord de 2006 *accroissait* en réalité la contribution japonaise à l'alliance et était assorti de subventions militaires colossales (6,1 milliards de dollars

pour financer l'installation des marines sur l'île de Guam et jusqu'à 10 milliards pour la nouvelle base des marines de Henoko).

Quand Barack Obama a accédé au pouvoir, début 2009, ses conseillers spécialistes du Japon semblent l'avoir encouragé à agir rapidement pour couper court à tout changement de politique sous un gouvernement démocrate. Ils ont profité de la période où le PLD disposait de la majorité des deux tiers à la Chambre basse, à l'issue du triomphe de la privatisation de la poste réalisée en 2005 par M. Koizumi, pour obtenir que l'accord de 2006 devienne un traité officiel et que le Premier ministre Asô Tarô le fasse approuver par la Diète (en mai 2009), afin que les forces démocrates aient les mains liées une fois élues.

La signature du traité de Guam, en 2009, a marqué un tournant dans l'histoire des relations nippo-américaines : les deux parties sont allées *trop loin*, Washington en réclamant – précipitamment, conscient que le temps était compté pour conclure un marché avec le PLD – et Tokyo en se soumettant à un document qui n'était pas seulement inégal – en imposant des obligations au Japon et pas aux États-Unis – mais aussi inconstitutionnel, illégal, colonial et mensonger¹³. Rares pourtant sont ceux qui ont semblé déceler l'odeur nauséabonde de ce marché.

Mais à Okinawa, la victoire du PDJ aux élections d'août 2009 puis l'élection de M. Susumu à la mairie de Nago en janvier 2010 ont été perçues comme les signes d'un raz-de-marée démocrate. La relocalisation de la base de Futenma dans l'archipel a suscité une opposition presque totale. Après le 24 janvier, la menace que faisait peser la mise en œuvre du plan Henoko sur la baie

d'Oura (et ses dugongs, ses coraux et ses tortues de mer) a semblé beaucoup moins sérieuse. Ayant été témoins des mensonges, dissimulations et subterfuges qui ont permis à l'héliport flottant temporaire de devenir en treize ans un gigantesque projet de port militaire à deux pistes gagné sur la mer, et victimes des promesses creuses de croissance économique en contrepartie de leur acceptation des bases militaires, les habitants d'Okinawa ne se laissent plus bernier aussi facilement qu'auparavant.

Cependant, si ces deux élections ont conduit la population d'Okinawa à se mobiliser, elles ont également ébranlé l'alliance. Désormais, la construction d'une base à Henoko ne pouvait plus se concrétiser que si M. Hatoyama était prêt à adopter des mesures antidémocratiques, à la « soviétique », comme la loi martiale, ce qui aurait été une manière bien particulière de célébrer le cinquantième anniversaire de l'alliance.

En janvier 2010, lors d'un séjour à Honolulu, Hillary Clinton a souligné que le système des bases prévu par le traité de paix était indispensable pour l'Asie de l'Est, et en particulier pour la sécurité et la prospérité du Japon. Elle tenait à peu près le même discours que Joseph Nye en 1995. Mais ces propos sont-ils vraiment fondés ? L'idée que la paix et la sécurité de l'Asie de l'Est dépendent de la présence de marines à Okinawa est particulièrement tendancieuse. Aujourd'hui, il est quasiment impossible que le Japon soit attaqué par une force armée telle qu'on l'imaginait pendant la Guerre froide. Qui plus est, les marines constituent une force expéditionnaire prête à intervenir en territoire ennemi et non pas affectée à la défense d'Okinawa ou du reste du Japon comme le stipule l'article 4 du traité de coopération mutuelle et de sécurité. Depuis 1990, des appareils transportant des marines ont d'ailleurs décollé des bases japonaises dans

13 « The Battle of Okinawa 2009 : Obama vs Hatoyama », *The Asia-Pacific Journal*, 16 novembre 2009, <http://japanfocus.org/-Gavan-McCormack/3250>.

le cadre des conflits du Golfe, d'Afghanistan et d'Irak.

Qui plus est, la polémique autour du plan de Henoko repose sur un grave malentendu. Comme le maire de Ginowan, Iha Yōichi, l'a expliqué à plusieurs reprises, le Pentagone s'est engagé en 2006 à transférer des unités de marines de Futenma sur l'île de Guam, ce qui fera de celle-ci une forteresse militaire et une zone de stationnement stratégique couvrant toute l'Asie de l'Est et le Pacifique occidental, et qui réduira l'importance stratégique de toute nouvelle base installée à Okinawa¹⁴. L'analyse de M. Iha a été en partie confirmée par un haut fonctionnaire de défense (Yanagisawa Kyōji, *Asahi Shimbun*, 28 janvier 2010), qui décrit la 3^e division de marines comme « une force pouvant être déployée à tout moment dans des régions particulières en dehors du Japon [...] et non réservées à la défense de régions particulières »¹⁵. En somme, le traité de Guam ne vise pas à remplacer la base de Futenma mais à construire un nouveau complexe plus moderne et multifonctionnel que les marines recevront gratuitement et utiliseront comme base avancée capable de lancer des attaques sur des territoires étrangers.

Les autorités, experts et commentateurs américains soutiennent presque tous le traité de Guam et ne manifestent ni adhésion ni compréhension à l'égard de la démocratie et de la société civile japonaises. Quant aux experts et commentateurs japonais, ils répondent dans l'ensemble à ce phénomène

14 Iha Yōichi, « Futenma isetsu to Henoko shin kichi wa kankei nai » [La nouvelle base de Henoko n'a rien à voir avec le transfert de la base de Futenma], interview parue dans *Shūkan kinyōbi*, 15 janvier 2010, p. 28-29.

15 Yanagisawa Kyōji (chercheur invité et ancien directeur du National Institute for Defense Studies), « Futenma no kakushin – Kaiheitaï no yokushiryoku o kenshō seyo » [Le cœur de la polémique autour de la base de Futenma : réexaminer le pouvoir de dissuasion des *Marines* américains], *Asahi shimbun*, 28 janvier 2010.

avec un « visage d'esclave », pour reprendre l'expression de Terashima Jitsurō. L'*Okinawa Times* du 19 janvier note que le cinquantième anniversaire offre « une chance de réexaminer le traité de sécurité nippo-américain qui, pour la population d'Okinawa, ne peut apparaître que comme une relation de dépendance ». Mais, pour qu'on puisse procéder à un réexamen sérieux, encore faut-il que les politiciens et les fonctionnaires japonais ne montrent plus un « visage d'esclave ».

Malgré ses propos idéalistes, le gouvernement Hatoyama n'a guère tenté d'engager le débat sur l'alliance ou sur le fardeau d'Okinawa, et ses ministres les plus influents, en bons représentants d'un État-client, semblent adhérer à la position du gouvernement américain. Ainsi, le 5 janvier 2010, le ministre des Affaires étrangères, Okada Katsuya, en visite à Nago, a invité les habitants d'Okinawa à comprendre la « crise » à laquelle l'alliance se trouvait confrontée et les « difficultés » que présentaient les négociations. Il les a également encouragés à faire preuve de compréhension vis-à-vis du président Obama, « qui, compte tenu d'une popularité en baisse, risque d'être accusé de faiblesse dans ses relations avec le Japon » si les termes du traité de Guam ne sont pas appliqués. Quand M. Hatoyama a annoncé sa décision de reporter à mai 2010 sa décision cruciale, des fonctionnaires de Washington ont déclaré qu'ils ne lui faisaient plus confiance, et Joseph Nye a reproché au PDJ d'être « inexpérimenté, divisé et encore esclave de ses promesses électorales », voulant manifestement dire par là que les tentatives de renégociation du traité de Guam ne seraient pas tolérées. En mai, M. Hatoyama devra soit rejeter les demandes américaines au risque de déclencher une crise diplomatique majeure, soit s'y soumettre en annonçant à regret qu'il n'y a pas de « solution de remplacement réaliste » à la base de Henoko et engendrer ainsi une crise

politique intérieure¹⁶.

Alors que les cérémonies officielles de commémoration du cinquantième anniversaire célèbrent l'armée américaine comme l'« oxygène » qui a garanti la paix et la sécurité au Japon et dans toute l'Asie de l'Est, le temps est venu pour la société civile japonaise de faire valoir que ce même oxygène est aussi un poison responsable de catastrophes dans une série de pays, dont la Corée (dans les années 1950 et depuis), l'Iran (1953), le Guatemala (1954), le Chili (1973), le Vietnam (pendant les années 1960 et 1970), l'Afghanistan (depuis 2001) et l'Irak (depuis 2003), et que, aujourd'hui, ce poison menace le Pakistan, la Somalie, le Yémen et une nouvelle fois l'Iran. Des millions de gens meurent ou sont contraints à l'exil et des pays sont dévastés par l'« oxygène » que les États-Unis répandent lors de leurs interventions injustes et inégales. Le degré de responsabilité partagé par les pays alliés a fait l'objet d'un important débat public aux Pays-Bas (où l'on a jugé que la guerre en Irak avait été illégale et offensive) et au Royaume-Uni (où l'enquête Chilcot se poursuit). Il est temps que les Japonais se posent des questions similaires.

Le cinquantième anniversaire du traité nippo-américain devrait être l'occasion pour le Japon, dont la Constitution interdit « la menace ou l'usage de la force dans des affaires internationales », de se demander comment il en est arrivé à laisser son destin reposer sur une alliance avec un pays pour lequel la guerre et la menace de la guerre sont, plus que pour tout autre, des instruments politiques essentiels, et s'il doit continuer, à l'avenir, à lui offrir un soutien inconditionnel et des subventions généreuses. La première chose à faire est de débattre ouvertement des traités inégaux, de la diplomatie secrète,

des mensonges, de la dissimulation et de la manipulation qui ont entaché les cinquante dernières années.

¹⁶ Ce qui s'est effectivement produit : M. Hatoyama a démissionné au début du mois de juin 2010. Kan Naoto lui a succédé [NdR].

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Interview de Tahara Sôichirô,

**« Okada Katsuo parle des négociations nippo-américaines concernant Futenma »
[Futenma nichibeï kôshô no saizensen wo kataru Okada Katsuo], *Chûô Kôron*,
juillet 2010, p. 91-97 (Traduction de Guibourg Delamotte).**

Pourquoi est-ce que le Premier Ministre n'est pas allé à Okinawa en mars-avril et explique-t-il qu'il serait difficile de déplacer Futenma hors du département ?

Je crois que le Premier ministre a voulu explorer la possibilité de déplacer la base hors d'Okinawa aussi longtemps que possible et qu'il en est arrivé au délai de début mai. Nous ne sommes pas revenus au projet initial : des entraînements vont être relocalisés et on va chercher à répondre dans la mesure du possible aux souhaits des personnes d'Okinawa.

Quand est-ce que le Premier ministre a décidé qu'il serait difficile de tout déplacer ailleurs ?

Il faut le lui demander !

Certainement déjà en octobre 2009, M. Kitazawa et vous pensiez que cela ne serait pas possible : vous l'avez dit à M. Hatoyama.

J'ai dit en effet qu'il serait très difficile de le faire.

Et alors ?

Je ne peux pas faire de commentaires mais le Premier ministre tenait absolument à réduire le poids supporté par Okinawa.

Vous lui avez dit à la fin du mois de décembre 2009 que, à cause du problème de la dissuasion assurée par les forces

américaines, il serait difficile de tout déplacer à Guam. C'est la première fois que Hatoyama a parlé de dissuasion.

Mais ce n'est pas parce qu'il n'était pas possible de placer la base à Guam qu'on devait la laisser à Futenma : on pouvait aussi l'installer ailleurs au Japon.

Était-ce vraiment une option ?

En théorie, oui. Au début de cette année, l'ancien directeur de cabinet de l'Agence de défense (*Bōeichō kanbōchō*), Yanagisawa Kyōji, a publié dans l'*Asahi* un article dans lequel il émettait des doutes sur la contribution de Futenma à la dissuasion. Les experts sont divisés sur la question de savoir si les marines sont nécessaires en termes de dissuasion.

Vous pensiez pourtant vous que cela devait être Okinawa ?

Les mers doivent être protégées. Okinawa est près de la mer de Chine orientale et méridionale, et on ne peut nier son importance géographique.

J'ai eu l'occasion de parler seul avec M. Hatoyama après sa première visite à Okinawa, début mai, et je lui ai demandé pourquoi il avait tant tardé à s'y rendre...

Vous n'allez pas avoir besoin de me poser la question, alors !

Il m'a répondu qu'il voulait y aller plus tôt et que son entourage lui a dit que cela n'était pas la peine et qu'il se chargeait de trouver une solution avant la fin mai. De qui s'agissait-il ?

Le Premier ministre ne m'en a pas parlé.

Mais que pensez-vous de cela ?

Je ne suis pas en mesure de commenter.

La deuxième visite n'a fait que jeter de l'huile sur le feu, au lendemain d'une fuite dans la presse et d'articles qui titraient que « les États-Unis et le Japon s'étaient mis d'accord ».

Il faut s'efforcer d'expliquer, maintenant.

Le PLD aurait envoyé le Premier ministre réaliser un travail de négociation en amont. Le Minshutō a renoncé à ce type de négociations derrière le rideau ?

Je n'ai pas à répondre.

Ce travail de persuasion, c'est au Kantei (Premier ministre et secrétaire général du cabinet) de le faire ?

Ainsi qu'au ministère de la Défense. Les Affaires étrangères interviennent sur les aspects bilatéraux. Je suis allé à Okinawa, mais dès lors qu'on avait clarifié la répartition des rôles respectifs du Japon et des États-Unis avec ces derniers, je me suis tenu à cette division du travail entre ministères.

Pourquoi ce délai fixé au mois de mai ?

C'est le délai qu'avait fixé la coalition. Il prenait en compte la nécessité pour le Congrès américain de voter le budget de déplacement de 8 000 marines à Guam.

Si Futenma est déplacé à Nago maintenant, il y a un risque qu'un référendum local soit organisé en même temps que les élections locales du gouverneur de la ville, en septembre : si le non l'emportait ?

Ce ne serait pas le résultat optimal, y compris du point de vue de la population.

Quand j'ai vu M. Hatoyama en mai, il m'a dit « j'ai réfléchi sur cette question de dissuasion : il n'y a pas d'autre solution que de demander à la population de comprendre que la base doit rester dans l'île ». Mais les forces américaines n'ont pratiquement pas de valeur dissuasive. La dissuasion appelle un ennemi potentiel : qui pourrait nous envahir ?

C'est vrai qu'on ne le formule pas, mais dans l'environnement stratégique du Japon, on peut penser à l'attaque du sud-coréen par la Corée du nord, qui est grave, ou à la montée en force de la marine chinoise.

On entend parfois aux États-Unis que la Guerre froide n'est pas terminée en Asie ?

La Guerre froide était l'affrontement de l'Est contre l'Ouest. Il y a sans doute des ressemblances, mais la dissuasion qu'opèrent les États-Unis en Extrême-Orient se produit dans un environnement beaucoup plus dynamique que celui de la Guerre froide, à mon sens.

A quels changements pensez-vous par exemple ?

Non seulement la Chine, mais l'Inde, le Vietnam et l'Indonésie, notamment, vont considérablement se développer économiquement. Beaucoup de ces pays vont accroître leurs budgets militaires ce qui va changer l'équilibre de puissance. C'est la raison pour laquelle la dissuasion et l'Alliance sont importantes.

Sous le gouvernement Abe, Condoleezza Rice avait indiqué à Koike Yuriko que le Japon semblait oublier la Chine.

Très peu de gens pensent aujourd'hui que la Chine constitue une menace. Elle est très importante pour le Japon et il faut faire en sorte

qu'elle ait un comportement responsable sur la scène internationale. Mais on ne peut pas pour autant ignorer le fait que la Chine se développe considérablement militairement.

Face au long accroissement à deux chiffres du budget de la défense chinois, beaucoup commencent à se demander si le Japon ne devrait pas accroître le sien. Que contiendront les nouvelles Lignes de défense en matière d'équipements ?

Nous sommes en train de débattre des nouvelles Lignes, mais il faut commencer par nous demander où nos capacités sont défaillantes.

Devant le rapprochement rapide de la Chine et des États-Unis, il me semble que notre préoccupation diplomatique première est de savoir quel rôle jouer dans cette relation et dans quelle mesure entretenir des relations amicales avec la Chine.

Je ne suis pas d'accord. Il va de soi que la Chine est un pays important pour nous, mais les États-Unis partagent les mêmes valeurs de démocratie et de liberté que le Japon. C'est une erreur de mettre les deux relations sur le même plan.

Le changement d'administration aux États-Unis est l'occasion de construire une nouvelle Alliance ?

Je le pense. Depuis le sommet Obama-Hatoyama de novembre 2009, nous réfléchissons à la manière d'approfondir l'Alliance.

Si l'on parle de reconstruire l'Alliance, que faut-il y changer, que faut-il y ajouter ?

Il faut se demander par exemple si, dans le cadre du traité de sécurité, les FAD doivent pouvoir être déployées dans le monde, ou si

les activités qui relèvent de l'Alliance doivent se concentrer sur l'Asie, les autres activités des FAD étant limitées à celles des Nations unies. Koizumi a donné à l'Alliance une étendue mondiale en déployant les FAD en Irak ; je pense qu'il faut revoir cela.

Le déploiement en Irak était une erreur ?

Oui. C'était une erreur d'envoyer des forces sans avoir obtenu de résolution du Conseil de sécurité autorisant cette intervention¹⁷.

Êtes-vous favorable à l'admission de la légitime défense collective ?

Il faut d'abord définir ce qu'on entend par là. La Constitution exige qu'on ne fasse pas usage de la force.

Mettons que Taïwan soit attaquée par la Chine, que les États-Unis, lui portant secours, soient frappés ?

On ne doit pas faire usage de la force, mais on peut apporter un soutien logistique par exemple.

Et les opérations de maintien de la paix ?

On ne déploie que sur le fondement d'une résolution des Nations unies. Il faut le faire davantage. Nous avons envoyé 350 personnes en Haïti sous le gouvernement Hatoyama et nous étudions la possibilité de participer à d'autres opérations.

Et l'Afghanistan ?

Ca n'est pas une opération de maintien de la paix (OMP) mais une opération menée par une armée multinationale visant au maintien de l'ordre - l'ISAF.

Ozawa dit que les FAD devraient y être envoyées ?

C'est un autre débat puisqu'il ne s'agit pas d'une OMP.

Vous êtes contre un déploiement en Afghanistan ?

Nous déployons sur le fondement d'une résolution des Nations unies et ne faisons pas usage de la force. Cela s'arrête là.

¹⁷ Les FAD ont été déployées après l'adoption de la résolution [N47].



Kitaoka Shin'ichi,

« Quel est le potentiel du Minshutô de Kan ? » [Kan minshutô no kanôsei wa doko ni aru no ka], *Chûô Kôron*, septembre 2010, p. 102-109 (Traduction de Guibourg Delamotte).

Professeur à l'université de Tôkyô, Kitaoka Shin'ichi indique comment la vie politique japonaise peut retrouver une certaine stabilité : le Premier ministre doit redevenir le chef de file d'une majorité, celle de la Chambre basse.

Aux élections à la Chambre des conseillers de juillet, le Minshutô a subi une large défaite. Nombreux sont ceux qui pronostiquent une grande confusion politique. Les Japonais voient la succession rapide des gouvernements d'un mauvais œil. Si un gouvernement s'est fondamentalement trompé dans ses politiques, il doit démissionner. Si les gouvernements tombent les uns après les autres, peut-être la vie politique doit-elle être réorganisée ?

Revenons sur les élections de juillet. Le Minshutô n'est parvenu à gagner que 44 sièges, 10 de moins que les 54 qu'il détenait avant les élections, loin de la moitié des sièges soumis à réélection et située à 61 sièges. Toutefois, si l'on considère la part proportionnelle du vote, le Minshutô a remporté 18,4 millions de voix (31,6 %), loin devant les 14 millions de voix du PLD (24,1 % des voix). Dans les circonscriptions pourvues au scrutin uninominal, le Minshutô a recueilli 22,7 millions de voix (39 %), face aux

19,5 du PLD (33,4 %). En nombre de sièges, cependant, s'il a obtenu 19 sièges contre 12 au PLD dans les premières, il n'a obtenu dans les secondes que 29 sièges contre 39 qui ont été au PLD. Sa défaite ne se mesure donc pas au nombre de voix recueillies, mais aux sièges qu'il n'a pu remporter.

Quant au PLD, son score est encore moins bon que celui de 2007, quand il avait perdu la chambre : il a obtenu 2,5 millions de voix de moins dans les circonscriptions pourvues à la proportionnelle. Les partis comme Minna no tô, issu d'une scission, ont sans doute contribué à cette perte de voix, mais ces petits partis ont surtout attiré les électeurs qui, lors du précédent scrutin, avaient voté Minshutô : loin de se remettre, le parti continue de s'affaiblir.

Cette apparente contradiction entre les nombres de voix ou de sièges s'explique par le fait que les campagnes sont proportionnellement mieux représentées que les villes dont les votes pèsent proportionnellement moins sur le résultat des élections. La voie de la victoire aux élections à la Chambre haute passe donc par les campagnes où les organisations syndicales ont en outre beaucoup d'influence. Ces leviers étaient traditionnellement ceux

du PLD. Un homme a cherché, l'an passé, à faire basculer ces votes du côté du Minshutô, pour des élections générales au demeurant : Ozawa Ichirô.

Mais le Japon peut-il encore traîner ce passif dans ses interactions avec la communauté internationale ? N'est-il pas déjà en retard dans la signature d'accords de libre-échange ? Il faut maintenant qu'un parti qui représente les électeurs des villes, non affiliés à des organisations, dirige le Japon. C'est ce qu'avait entrepris de faire Koizumi Jun'ichirô. Le parti le plus proche d'y parvenir est le Minshutô, tant par les voix qu'il représente que par les orientations qu'il propose de prendre. Un gouvernement reposant sur lui est le plus susceptible d'apporter au pays la stabilité politique et le développement économique dont il a besoin.

Si l'on aspire tellement à la stabilité, c'est certainement que l'influence du « système de 1955 » perdure. Cette période de règne du PLD s'est nourrie de deux facteurs : la Guerre froide et les circonscriptions de taille moyenne. Pendant quarante ans, la majorité des Japonais estimait que le Japon devait faire partie du bloc de l'Ouest et soutenaient le PLD. Un bon tiers y était opposé et votait pour les socialistes. Le PS était voué à rester dans l'opposition mais, grâce au mode de scrutin, il pu perdurer et conserver un nombre non négligeable de sièges. Or, la Guerre froide prit fin en 1989 et, en 1994, la taille des circonscriptions fut modifiée. De profonds changements suivirent. Les différences de politiques entre partis sont devenues plus ténues. Pourtant, la concurrence entre formations, loin de s'adoucir, se fait par certains aspects plus durs. Une compétition pouvait naître autrefois de la divergence des opinions mais, aujourd'hui, elle s'impose en raison de la différence des politiques. Si les partis s'entendaient ensuite pour la mise en œuvre de ces politiques proposées aux électeurs, ces derniers leur en tiendraient rigueur.

De plus, comme les divergences s'expriment de moins en moins sur le plan des idées, l'électorat devient plus fluctuant : il est devenu difficile à un parti de conserver la majorité. De fait, lors des élections nationales de ces vingt dernières années, un parti n'a pratiquement jamais réussi à remporter deux victoires consécutives. Le populaire Koizumi lui-même n'a pas connu que des victoires : des quatre scrutins (à la Chambre haute en 2001, à la Chambre basse en 2003, à la Chambre haute en 2004 et à la Chambre basse en 2005) organisés sous ses mandats, deux lui ont permis d'accroître le nombre des sièges du PLD, un les a vus diminuer, le quatrième, se maintenir à niveau.

Qu'en est-il à l'étranger ? Il n'est pas rare qu'un président perde les élections de mi-mandat ; en Corée et à Taiwan, des présidents qui avaient pu s'appuyer sur de fortes majorités ont vu leur taux de popularité chuter brusquement. Que deux majorités différentes dominent les deux chambres n'est pas une incongruité et devrait au contraire être considéré comme une banalité.

Du temps du PLD, le Premier ministre changeait si le parti avait perdu les élections générales, mais aussi les élections à la Chambre haute ou les élections régionales. La raison en est que ses gouvernements étaient en fait des gouvernements de coalition entre factions et que les factions dont les chefs n'étaient pas Premier ministre voulaient en permanence renverser ce dernier. Cependant, ces changements avaient peu d'incidence sur la conduite du pouvoir, que conservait le PLD. Ce qu'il convient de réaffirmer aujourd'hui est que le Premier ministre tient sa légitimité de la Chambre basse. [...] Le fait que les deux chambres n'aient pas la même majorité politique devrait permettre d'adopter des politiques qui nécessitent un large consensus comme la réforme du système de protection sociale ou du système fiscal.



Mikuriya Takashi,

« Désorientée, la scène politique pourrait finir sans personnalités d'avenir » [Kaizu naki nihon seiji, soshite daremo inakunaru], *Chûô Kôron*, septembre 2010, p.110-117 (Traduction de Guibourg Delamotte).

Professeur à l'université de Tôkyô, M. Mikuriya invite le Minshutô à s'inspirer du savoir-faire du PLD.

Lorsque, à l'automne 2009, le Minshutô a accédé au pouvoir, il avait une direction, celle de son manifeste électoral. Aujourd'hui, il semble déboussolé. [...] Il devrait s'inspirer du PLD d'autrefois. Il y a eu une époque où certains hommes politiques abordaient leur carrière en véritables professionnels. Ainsi, quand Nakasone Yasuhiro est arrivé au pouvoir, il était si influencé par Tanaka Kakuei qu'on a appelé son premier gouvernement « Tanakasone ». Cela lui portait préjudice et il a fallu qu'il se démarque de cet héritage, ce qu'il a fait durant les cinq années où il a finalement occupé le pouvoir. Dans un entretien avec lui durant lequel je remarquais que son mandat avait mal démarré, Nakasone Yasuhiro m'avait avoué qu'il s'était préparé à la fonction de Premier ministre sitôt entré en politique ; il avait ajouté : « il faudrait qu'il en soit toujours ainsi, n'est-ce-pas ? ». Je partage son avis : la fonction ne sera pas assumée de la même manière par quelqu'un qui se trouve nommé au poste ou par quelqu'un qui s'y est destiné. L'ancien Premier ministre Takeshita Noboru prenait ses décisions après avoir réfléchi aux

possibles agissements respectifs des partis sur dix ans.

On ne parle aujourd'hui que de la « Diète divisée » dans les médias, et de sa paralysie supposée ; mais il a beaucoup d'enseignements à tirer de la situation pour le parti de la majorité. On entend que le gouvernement de Kan ne va pas pouvoir s'extirper d'une telle confusion, mais le PLD à sa place aurait déjà envisagé plusieurs configurations possibles. Nonaka Hiromu disait que, pour faire passer un projet de loi, il fallait être prêt à supplier...

Le secrétaire général du Minshutô, Edano Yukio, a déclaré que, dès lors que les politiques étaient proches, une coalition était possible. En réalité, plus les politiques sont proches, plus une coalition est difficile. Le PLD ne l'ignorait pas : ce n'est pas avec la droite du PS qu'il s'associait à sa grande époque, mais avec son aile gauche. Ce fut en particulier le cas sous Takeshita, qui fit passer ses projets de loi avec son concours. C'est la raison pour laquelle, favorisé par Takeshita, le gouvernement socialiste de Murayama Tomiichi put voir le jour en 1994. Pour obtenir des résultats, un travail souterrain est indispensable. C'est précisément dans la situation actuelle qu'il faut

se remémorer les fruits de cette expérience. Mais le Minshutô affirme ne plus vouloir de ces pratiques en sous-main et, de fait, y a renoncé...

Japan Analysis recommande les publications de la Chambre de commerce et d'industrie française du Japon :

La Lettre mensuelle : activité des entreprises françaises au Japon, informations sur le marché japonais, suivi de la conjoncture, conseils à l'export au Japon, informations sur le marché du travail japonais...
www.lalettremensuelle.fr

France Japon Eco : une revue originale sur l'économie et la société japonaises réalisée à partir de témoignages d'entreprises françaises au Japon et de personnalités japonaises.
<http://www.ccifj.or.jp/vie-de-la-chambre/publications/publications-periodiques/france-japon-eco-vie-et-affaires-au-japon.html>
également disponible sur : www.relay.com

AUTEUR:

Guibourg Delamotte,
maître de conférences à l'Inalco,
chercheuse au Centre d'études japonaises (CEJ),
membre associée du Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie
orientale (CRCAO),
chercheuse associée à Asia Centre.

PRODUCTION ET PUBLICATION :

Florence Biot, Directrice exécutive, Asia Centre
Olivier Bosc, Secrétaire de rédaction
Françoise Escande-Boggino, Traduction
Pierre Fauquet, Rozenn Jouannigot, Assistants de la publication

COMMANDES ET ABONNEMENTS:

Version brochée :
abonnement / an (TTC) : 50 € pour la France, 60 € pour le reste du monde
commande par n° (TTC) : 18 € pour la France, 25 € pour le reste du monde

Version électronique :
sur demande / archives (depuis 2005) :
www.centreasia.org